

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20240614-9438A-DE-1-1  
Date de télétransmission : 24/06/2024  
Date de réception préfecture : 24/06/2024

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**  
Directeur général



**Pas de Calais Habitat**  
4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 14 JUIN 2024**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,  
Madame DUHEN, Monsieur MELLICK, Madame ROSSIGNOL.

**Excusé** : Monsieur MALFAIT.

LIEVIN - Quartier des Marichelles Nord Résidentialisation de 180 logements, résidences les Fougères, les Erables, les Sorbiers, les Cytises, les Aubépines, les Eglantines, les Chèvrefeuilles, les Lauriers, les Magnolias, les Cèdres, les Genêts, les Lilas, les Platanes et les Marronniers  
Régularisation ANRU 1 : acquisition et vente de terrains à la commune

Direction du patrimoine et de la maîtrise d'ouvrage  
Rapporteur : M. [REDACTED]

#### **I - CONTEXTE**

Dans le cadre de la convention signée le 10 juillet 2009 avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU 1) définissant les termes d'un programme de résidentialisation des quartiers Nord et Sud des Marichelles, la commune de Liévin s'est engagée à céder à Pas-de-Calais habitat, l'ensemble des accès aux immeubles, rampes d'escaliers et jardinières (à reprendre sur la parcelle AI n°953p matérialisée en jaune sur les annexes 1 et 1bis) moyennant le prix d'un euro symbolique.

En contrepartie, Pas-de-Calais habitat s'est engagé à céder à la commune de Liévin, les voiries, parkings, espaces verts et équipements (à reprendre sur les parcelles AI

n°220p, 221p, 222p, 223p, 224p, 226p, 227p et 229p matérialisées en violet sur les annexes 1 et 1bis) destinés à être intégrés au domaine public communal, moyennant également le prix d'un euro symbolique.

## **II - TERRAIN**

Les parcelles de terrain concernées sont :

- ⇒ acquisition à la commune de la parcelle cadastrée section AI n°953p (p1 à p27) d'une superficie totale de 6 362 m<sup>2</sup> (sous réserve d'arpentage - matérialisée en jaune sur les annexes 1 et 1bis)
- ⇒ cession au profit de la commune des parcelles cadastrées section AI n°220p (p1 à p3), n°221p (p1), n°222p (p1 à p2), n°223p (p1 à p3), n°224p (p1 à p2), n°226p (p1 à p2), n°227p (p1 à p3) et n°229p (p1 à p4) d'une superficie totale de 160 m<sup>2</sup> (sous réserve d'arpentage - matérialisées en bleu sur les annexes 1 et 1bis)

Ces terrains sont situés en zone UBb du plan local d'urbanisme.

## **III - PRIX DE VENTE**

Par avis du 08 avril 2024, les services du Pôle d'Evaluation Domaniale ont estimé que la valeur vénale de ces parcelles, sans réelle valeur vénale intrinsèque, peut s'analyser comme un transfert de charges. En conséquence, rien ne s'oppose à une rétrocession à l'euro symbolique (annexe 2).

## **IV - DECLARATION FISCALE**

Pas-de-Calais habitat est soumis à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 206 1. du CGI mais partiellement exonéré de l'impôt par les articles 207 1. 4°, 208 6° et 210 E dudit Code.

Pour ces déclarations, Pas-de-Calais habitat est immatriculé auprès de la Direction des Grandes Entreprises (D.G.E.) 6, 8 rue Courtois à Pantin (93505).

\*\*\*\*\*

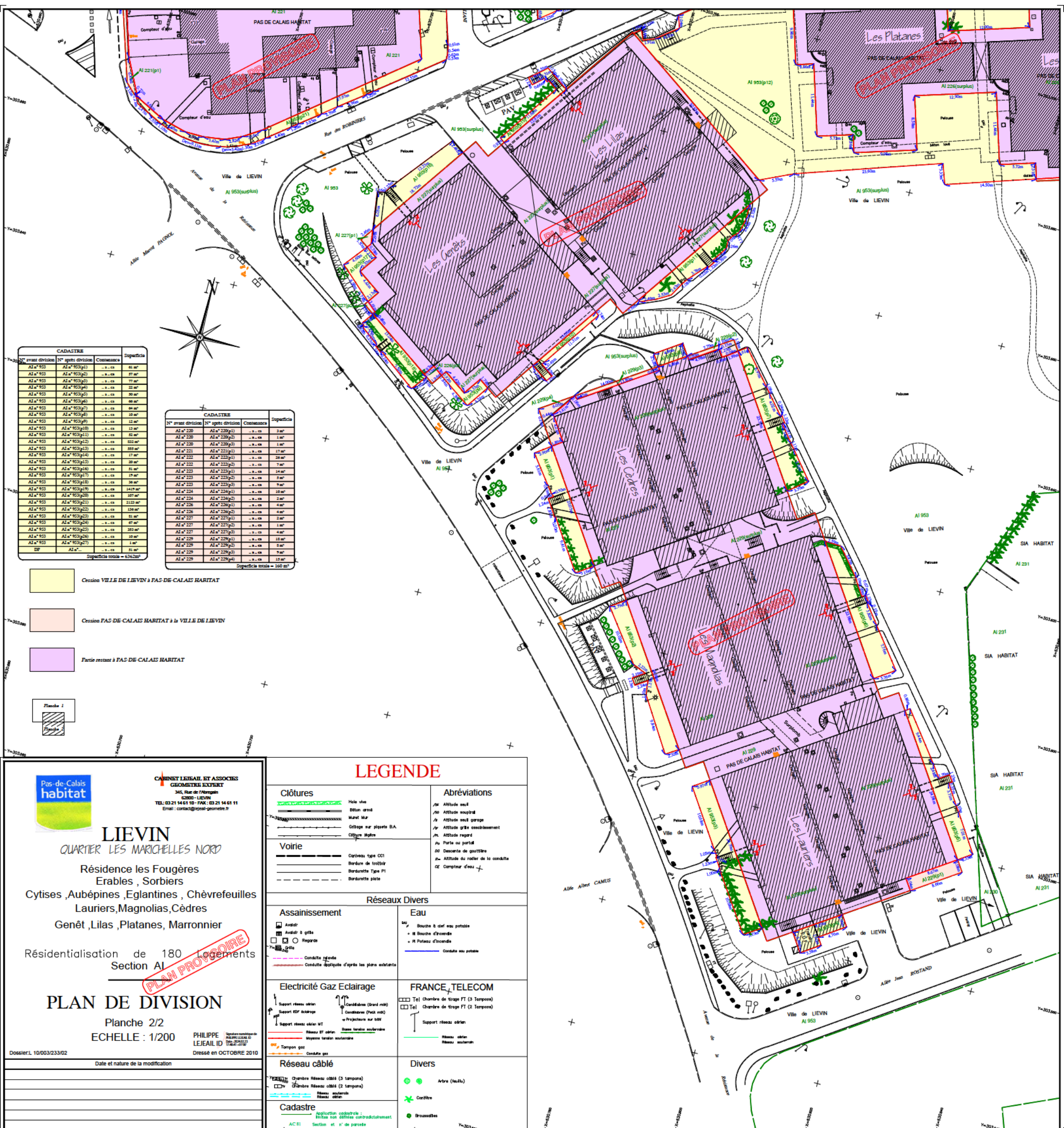
Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent l'acquisition à la commune de l'ensemble immobilier d'une superficie totale de 6 362 m<sup>2</sup> tel que décrit au rapport moyennant l'euro symbolique
- ✓ autorisent la cession au profit de la commune de l'ensemble immobilier d'une superficie totale de 160 m<sup>2</sup> tel que décrit au rapport moyennant l'euro symbolique,
- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions de l'acte authentique qui sera passé en l'Etude de Maître [REDACTED] notaire à Liévin et à le signer ainsi que toutes les pièces nécessaires à la régularisation du dossier.

Etant ici précisé que les frais, droits et émoluments de l'acte seront à la charge de Pas-de-Calais habitat.

Décision adoptée à l'unanimité







Direction Générale des Finances Publiques  
 Direction régionale / départementale des Finances  
 publiques du Pas-de-Calais  
 Pôle d'Évaluation Domaniale  
 5, rue du Docteur Brassart  
 BP 30015  
 62034 ARRAS Cedex  
 Téléphone : 03 21 23 68 00  
 Courriel : [ddfip62.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:ddfip62.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr)

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : *Hugues Fourier*  
 Téléphone : 03 91 80 11 06  
 Courriel : [hugues.fourrier@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:hugues.fourrier@dgfip.finances.gouv.fr)

Réf DS :16636401  
 Réf OSE:2024-62510-18296

Le 08/04/2024

Le Directeur départemental des Finances  
 publiques  
 à

PAS-DE-CALAIS HABITAT

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien : Diverses parcelles

Adresse du bien : à Liévin, Quartier Nord et Sud des Marichelles

### 1 – SERVICE CONSULTANT

affaire suivie par : Mme Legrand

### 2 – DATE

- L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique.

de consultation : 07/03/2024

### 3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

#### - Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	Rétrocession

#### - Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

#### - Projet et prix envisagé

- Dans le cadre de la gestion de son patrimoine, et d'une convention ANRU, la société Pas-de-Calais Habitat société d'HLM souhaite rétrocéder les parcelles en nature de voiries, parkings, espaces verts et équipements divers à l'euro symbolique. Le but est de régulariser l'intégration de ces espaces dans le domaine public de la Commune de Liévin.

- Dans le cadre de la gestion de son patrimoine, et d'une convention ANRU, la commune souhaite rétrocéder les parcelles en nature d'accès aux immeubles, rampes d'escaliers et jardinières à l'euro symbolique. Le but est de l'intégration de ces espaces dans le patrimoine de la société HLM.

- *Votre demande : « Regularisation ANRU 1 : échange de terrains avec la commune : dans le cadre de la convention signée avec l'Agence Nationale de Renovation Urbaine (ANRU 1) définissant les termes d'un programme de résidentialisation des quartiers Nord et Sud des Marichelles, la commune de Liévin s'est engagée à céder à Pas-de-Calais habitat, l'ensemble des accès aux immeubles, rampes d'escaliers et jardinières (à reprendre sur la parcelle AI n°953p matérialisée en jaune sur l'annexe 1) moyennant le prix d'un euro symbolique. En contrepartie, Pas-de-Calais habitat s'est engagé à céder à la commune de Liévin, les voiries, parkings, espaces verts et équipements (à reprendre sur les parcelles AI n°220p, 221p, 222p, 223p, 224p, 226p, 227p et 229p matérialisées en violet sur l'annexe 1) destinées à être intégrées au domaine public communal, moyennant également le prix d'un euro symbolique. Aussi, les parties ont convenu de régulariser cette cession sous forme d'échange ne donnant lieu à aucune soulte de part ni d'autre. »*

#### 4 – DESCRIPTION DU BIEN

- LIEVIN Quartier des Marichelles Nord Résidentialisation de 180 logements => Résidences les Fougères, les Erables, les Sorbiers, les Cytises, les Aubépines, les Eglantines, les Chèvrefeuilles, les Lauriers, les Magnolias, les Cèdres, les Genêts, les Lilas, les Platanes et les Marronniers

#### - Références cadastrales :

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

- acquisition à la commune de la parcelle cadastrée section AI n°953p (p1 à p27) d'une superficie totale de 6 362 m<sup>2</sup>

- cession au profit de la commune des parcelles cadastrées section AI n°220p – 221p – 222p – 223p -224 p -226p – 227p - 229p d'une superficie totale de 160 m<sup>2</sup>

- Ces parcelles participent aux espaces de circulation du domaine public.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### - Propriété de l'immeuble

Nom des propriétaires : Pas-de-Calais Habitat société d'HLM et la commune de LIEVIN

-Origine de propriété : non renseignée

### - Conditions d'occupation

situation libre ou non : libre

## 6 – URBANISME ET RÉSEAUX

### - Règles actuelles

– Identification du zonage au PLU :UB

– Principales caractéristiques de la zone dans laquelle se trouve le bien :zone urbaine

– Servitudes publiques et/ou privées grevant le bien :-

– Présence ou non de ZAC (zone d'aménagement concerté), ZAD (zone d'aménagement différé), PPRI (plan de prévention des risques d'inondations), PPRT (plan de prévention des risques technologiques) :-

- Date de référence et règles applicables : *sans objet*

## 7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

Dans le cadre de cette Rétrocession, entre la société HLM et la commune :

La valeur vénale de ces parcelles, sans réelle valeur vénale intrinsèque, peut s'analyser comme un transfert de charges. En conséquence, rien ne s'oppose à une rétrocession à l'euro symbolique.

Parcelles communales : La valeur vénale de cet immeuble est évaluée à 955 € (6362m<sup>2</sup>x 0,15€/m<sup>2</sup>).

Parcelles de la société Pas-de-Calais Habitat : La valeur vénale de cet immeuble est évaluée à 24 € (160m<sup>2</sup>x 0,15€/m<sup>2</sup>).

Le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale et sans justification particulière.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 8 – DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 9 – OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Si les renseignements fournis par le consultant comportent des inexactitudes et/ou insuffisances éventuelles ; il est convenu que notre responsabilité ne pourra en aucun cas être engagée, sur le contenu du document, y compris sur l'avis et sur la valeur retenue.

Par ailleurs, il n'appartient pas aux services d'évaluations domaniales de vérifier les éléments transmis par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## **10 – COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL**

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques  
et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'H' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Hugues FOURRIER  
Inspecteur des Finances Publiques

—

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

PROJET DE RENOVATION URBAINE • JUILLET 2009



# Ville de Liévin



## QUARTIERS

CALONNE / MARICHELLES /  
EUROPE

RIAUMONT / BLUM  
SALENGRO / JAURÈS

## LES SIGNATAIRES

Il est convenu entre,

L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, ci-après dénommée l'ANRU ou l'Agence, représentée par son Directeur Général, Monsieur Pierre SALLENAVE,  
et la Commune de Liévin, ci-après dénommée le porteur de projet, représentée par son Député-Maire, Monsieur Jean-Pierre KUCHEIDA,  
l'Association Foncière Logement, ci-après désignée Foncière Logement, représentée par son Président, Monsieur Bruno LUCAS,  
Le Conseil Régional Nord Pas-de-Calais, ci-après dénommé la Région ou le Conseil Régional, représenté par son Président, Monsieur Daniel PERCHERON,  
La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, ci-après dénommée la Communauté d'Agglomération, représentée par son Président, Monsieur Michel VANCAILLE,  
La Mission Bassin Minier, représentée par son Président, Monsieur Gilbert ROLOS,  
La Caisse des Dépôts et Consignations, représentée par son Directeur Régional, Monsieur Marc DESJARDINS

Le bailleur social Pas-de-Calais habitat, représenté par son Président, Monsieur Michel VANCAILLE,  
La société CoopArttois, représentée par son Directeur Général, Monsieur Jacques LENAÏTRE

ci-après désignés les bailleurs ou les maîtres d'ouvrages,

et

L'Etat, représenté par le Préfet du Pas-de-Calais, Monsieur Pierre DE BOUSQUET DE FLORIAN, responsable de la mise en œuvre de la rénovation urbaine dans le département,

ce qui suit :

## ARTICLE 1 (SUITE) - LE CONTENU DU PROJET URBAIN

## LES OISEAUX

Les Oiseaux sont divisés en deux entités distinctes :

- à l'Est, les "Oiseaux 99", quatre unités de 24 à 25 logements chacune ;
- à l'Ouest, "les Oiseaux 96", six unités de 16 logements chacune.

Si les Oiseaux 99 présentent une forme peu esthétique et enclavant la bibliothèque, les Oiseaux 96 restent le secteur prioritaire d'intervention. En effet, ces immeubles, plus anciens, ont un niveau de confort bien moindre et présentent de très importants problèmes d'usage : les 96 logements seront démolis dans le cadre du projet ANRU.

Le secteur fera l'objet d'une importante reposition urbaine permettant, notamment, de renforcer l'offre en commerces et équipements de proximité.

## LES OISEAUX 99

## • Réhabilitations

Les programmes de constructions de la ZAC des Marchelles se sont poursuivis en 1980 avec un programme de 99 logements répartis en 4 bâtiments n'ayant jamais connu de réhabilitation majeure.

Dans le cadre du projet ANRU, il est proposé d'intervenir sur ce programme afin de diminuer les déperditions thermiques, d'améliorer le confort des logements et les consommations en eau et de favoriser les consommations énergétiques en parties communes en privilégiant l'installation d'équipements adaptés (détecteurs de mouvement, voire capteurs photovoltaïques).

## • Résidentialisations

Les opérations de résidentialisations font parties intégrantes du projet de rénovation urbaine du secteur des Marchelles Nord, en lien avec la rénovation urbaine et la requalification du secteur. En effet, ces actions répondent à un constat et à une demande de la population d'amélioration de la sécurité et de la qualité résidentielle du quartier (problématique du stationnement notamment) et affectation des espaces publics / privés : ces interventions seront pensées et mises en oeuvre avec les habitants par le biais de la GUP.

Les espaces résidentialisés deviendront propriété de Pas de Calais Habitat. L'entretien de ces nouveaux espaces sera également étudié dans le cadre de la convention de gestion urbaine de proximité (GUP) afin de limiter les charges locales affectées.

## LES OISEAUX 96

La recomposition du secteur tient compte des besoins en services à la population. Service de proximité en matière de commerces (implantation d'une superette et restauration rapide), présence de l'Agence du principal bailleur (Pas-de-Calais Habitat, actuellement sur le site de démolition de l'Europe), offre de soins, permanences institutionnelles (Mission Locale, Conseil Général, ...).

La configuration actuelle des Immeubles sur ce site impose un vis-à-vis qui a causé et qui cause toujours des conflits de voisinage. La positionnement en fil et en raz-de-chaussée de ces trois blocs de trois immeubles impose un repli sur soi.

Cet ensemble de bâtiments sera donc démolir pour laisser place à une nouvelle organisation urbaine intégrant logements individuels (foyers sociaux et Foncière logement), petits collectifs et nouvel espace de centralité concentrant les équipements et commerces du quartier.

Les logements ainsi reconstruits sur ce secteur permettront une réelle mixité, et les services à la population favoriseront une autre approche du quartier par ses usagers.

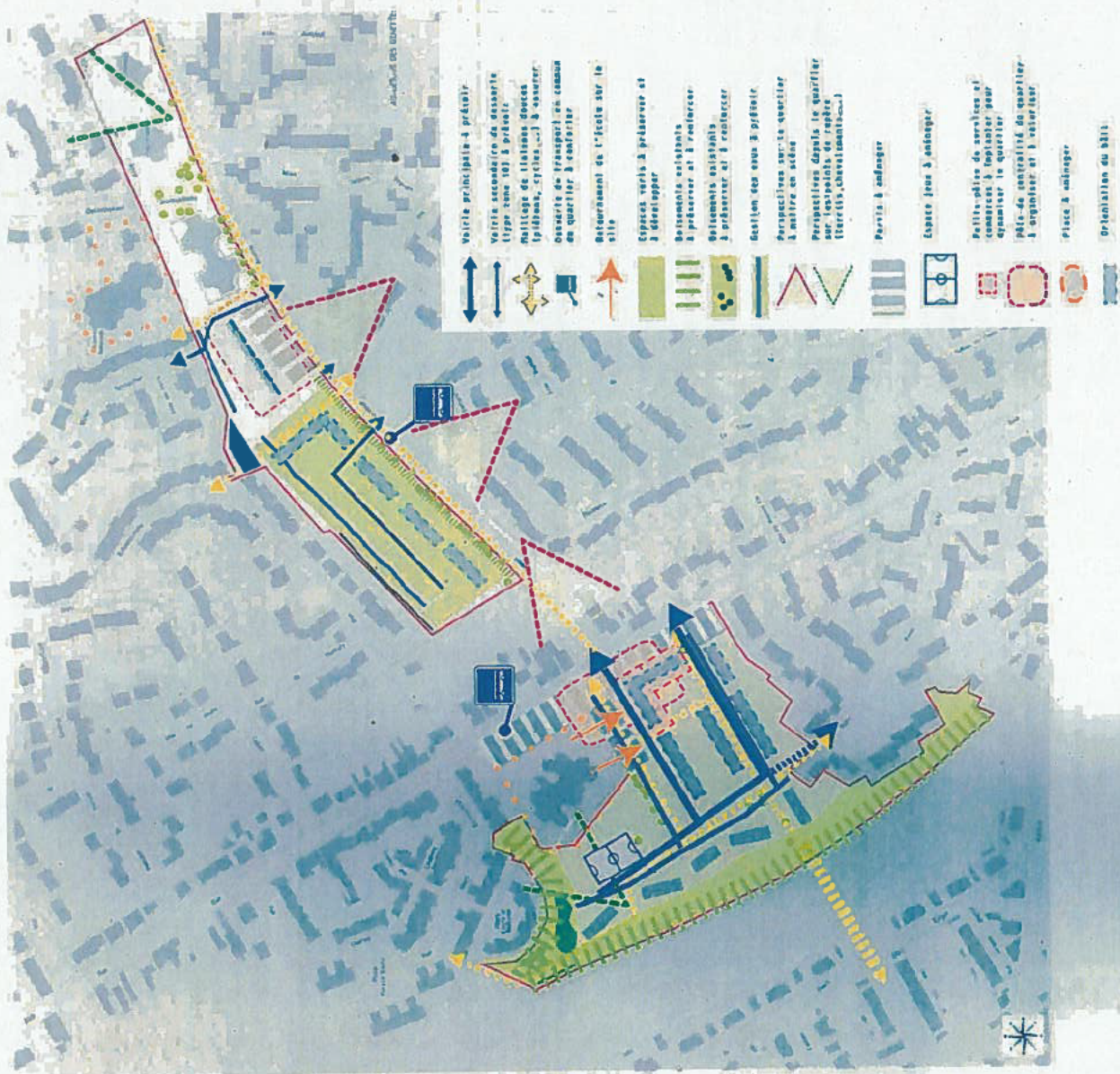
Sur le secteur Oiseaux 96, il est donc prévu la construction de 20 logements collectifs (petits collectifs), 15 logements individuels soit 35 logements dont, dans le cadre de la programmation ANRU : 20 logements Pas-de-Calais Habitat, 15 logements Foncière.

## RÉSIDENTICE DE L'EUROPE

Après avoir approfondi l'étude sur ce secteur, il a été décidé de répondre favorablement à une démolition totale des 156 logements et de construire, sur ce site et aux abords, 45 logements collectifs, 10 logements en programme de diversification et 20 logements en programme d'accès à la propriété. Une crèche sera implantée en cœur de quartier.

Dans le contexte actuel de forte densité, les interventions permettront de répondre à des problèmes de cohabitation difficile, de sentiment d'insécurité et de renouveler un parc de logements obsolète, tout en assurant à la population des conditions de logement adaptées. Cette opération d'envergure comprend des projets de reconstruction sur sites associés et permettra

un changement significatif des conditions de vie à l'échelle du quartier. Nous laisserons place alors à un site qui bénéficiera de logements adaptés aux besoins de la population du territoire et d'un équipement nécessaire à l'évolution de celui-ci.



## ARTICLE 1 (SUITE) - LE CONTENU DU PROJET URBAIN

### LE SECTEUR RIAUMONT/ BLUM/SALENGRO/JAURÈS

Le quartier Riaumont/Blum/Salengro/Jaurès a déjà fait l'objet de nombreuses interventions ces 20 dernières années.

Récapitulatif des opérations et des investissements engagés entre 2000 et 2008 :

#### RIAUMONT

##### > Résidence Blum

#### Logements :

- 2000-2001 : réhabilitation de 120 logements
- 2002 : réalisation des espaces extérieurs
- 2003 : démolition de 48 logements (les deux bâtiments non réhabilités)
- 2001 : rénovation de 72 logements
- 2002 : construction de 20 logements
- 1 495 000 euros TTC

#### Espaces publics :

- depuis 2000 :
- travaux de restructuration complète de voiries

#### des cités minières :

- les opérations de plantation
- la création des nouveaux espaces publics,
- l'entoufflement des réseaux aériens (subvention à 60 % de la FDE).

##### > Jaurès

La Cité Jean Jaurès nécessite encore des actions lourdes, dans le prolongement de celles déjà menées.

Ainsi, les 194 Camus démolis, libèrent une emprise foncière dont la programmation urbaine reste à mener, sachant que les potentialités d'avenir de ce quartier ont été profondément transformées par l'implantation du Louvre-Lens.

Le projet urbain proposé est donc d'une autre nature, compte tenu des réalisations déjà effectuées et viendra en complément des actions déjà engagées.

- Mise en oeuvre d'actions d'accompagnement à la Gestion urbaine de proximité de l'ensemble Riaumont/Blum/Salengro/Jaurès, en complément de l'action sociale de terrain que la Ville et

#### ses partenaires conduisent par ailleurs :

- choix de ne pas proposer de projet urbain pour la cité Jaurès, les projets sur celle-ci devant nécessairement intervenir dans le cadre du projet Louvre-Lens.

- résidence Blum : locaux à usage des habitants (actions d'amélioration de la qualité de service en rez-de-chaussée des immeubles) ; mise en place du tri sélectif (16 colonnes enterrées).

##### > Résidence Salengro

- intervention sur l'espace public, liée à la réhabilitation, suite à la requalification des façades dégradées par le bailleur Pas-de-Calais habitat : plantation de haies pour masquer des palissades béton, remplacement des aires de jeux dégradées, personnalisation de l'entrée de la résidence (le projet a fait l'objet d'une large concertation avec les habitants) ; mise en place du tri sélectif (16 colonnes enterrées).

Les aménagements publics et les actions d'amélioration de la qualité de services (cadre GUP / concertation avec les habitants) :

- aménagement de jardins familiaux rue Fresnel (opération réalisée, cofinancée par le Conseil régional) ;

- création de 13 jardins familiaux rue Fresnel, d'une superficie comprise entre 100 et 190 m²

- aménagement assuré par la Ville et remis en gestion par convention à l'association d'insertion 3ID (reconnue d'utilité sociale).

#### SECTEUR BLUM

- centre tertiaire : aménagement des abords (opération réalisée, co-financée par le Conseil régional) ;



## ARTICLE 1 (SUITE) - LE CONTENU DU PROJET URBAIN

## MARICHELLES SUD

Le secteur Sud de la ZAC des Marichelles a fait l'objet d'un même programme de construction dont les livraisons de logements se sont effectuées en plusieurs phases, échelonnées de 1972 à 1976.

Ces résidences du secteur Sud des Marichelles ont fait l'objet de travaux de rénovation au début des années 90 portant principalement sur l'enveloppe des bâtiments : refecton des échaux, remise en peinture des façades, traitement des entrées.

Les transitions entre espaces publics et espaces privés sont le plus souvent conflictuelles. De nombreux espaces restent non qualifiés. L'accès à certaines parties du site et le gabarit de certaines voies sont insuffisants. L'état global du bâti est médiocre, en dehors de quelques réhabilitations. Enfin, le point de vue depuis le rond point Charles de Gaulle n'est pas valorisant pour le site.

Ce secteur nécessite des réaménagements importants de l'espace public. Des cheminements viaires (automobile et piétonnier) Nord / Sud sont à prévoir et ce afin de connecter les Marichelles Sud aux autres quartiers.

Un important travail sur la maîtrise d'usage est à réaliser. Ceci impose l'aménagement d'îlots cohérents, via de la résidentialisation et de possibles démolitions.

La démolition de la batterie de garage permettra une réaffectation des espaces aujourd'hui illisibles et une ouverture du et sur le quartier.

La résidence de La Gohelle (44 logements) sera entièrement démolie. L'objectif de ces démolitions est de résoudre un certain nombre de problèmes sociaux constatés mais aussi de ce "donner la place" pour aménager de façon cohérente et qualitative les Marichelles Sud.



## RÉSIDENTIALISATION

- traitement des espaces privés en pied d'immeuble, jusqu'à la limite de l'espace public/privé
- restructuration des halls d'entrée des immeubles engendrée par la résidentialisation
- restructuration et aménagements des garages, caves et celliers

L'annexe 1 les localise précisément.

Coût et financements en euros													
Financement										Financement			
Coût en Euro TTC (TOTAL TTC)										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			
Coût / logt TTC										Financement			

Coût et Financements en Euro

**TOTAL DOI**



# PAGE DES SIGNATAIRES

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Pour le Directeur Général empêché,  
le Directeur Général Adjoint,  
Monsieur Pascal MARTIN GOUSSET

Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais

Le Président,  
Monsieur Daniel PERCHERON

Mission Bassin Minier

Pour le Président empêché,  
le Directeur Général,  
Monsieur Yves DHAU DECUYPERE

Commune de LIÉVIN

Le Député-Maire,  
Monsieur Jean Pierre KUCHEIDA

Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin

Pour le Président empêché,  
le Vice-Président,  
Monsieur Alain BAVAY

Pas-de-Calais Habitat

Pour le Président empêché,  
le Directeur Général,  
Monsieur Jean-Michel STECOWIAT

État

Le Préfet du Pas-de-Calais,  
Monsieur Pierre DE BOUSQUET DE FLORIAN

Association Foncière Logement

Le Président,  
Monsieur Bruno LUCAS

Caisse des Dépôts et Consignations

le Directeur Régional,  
Monsieur Marc DESJARDINS

CoopArtois

Le Directeur Général,  
Monsieur Jacques LEMAITRE